



**DÉCLARATION FNEC-FP-FO
CHSCTA EXCEPTIONNEL
08 SEPTEMBRE 2021
Académie de Bordeaux**

Madame la Rectrice,
Mesdames et messieurs les membres du CHSCTA,

Madame la Rectrice, vous réunissez ce comité exceptionnel quasiment une semaine après la rentrée des personnels. Cela nous apparait un peu tardif, ne sommes-nous pas également l'instance de la prévention des risques professionnels ? Qu'en sera-t-il quand ce comité deviendra accessoire et noyé dans un CSA ?

A l'ordre du jour, situation et protocole sanitaire de rentrée, ce seront donc les deux parties de cette déclaration.

Que dire sur le protocole que nous n'ayons dit et que vous n'avez entendu, que notre ministère n'ait entendu ? A part peut-être qu'il est coloré maintenant... mais il est toujours aussi abscons, toujours aussi peu règlementaire (nous pensons aux masques FFP2), peu statuaire, reléguant toujours autant au niveau local, à la responsabilité des chefs d'établissements, des personnels, des CA. Madame la Rectrice, 6 classes d'école sont déjà fermées dans les Landes, quelles conséquences sur les élèves et les familles et quelles mesures sont prises. L'École n'a pas besoin de fermetures de classes mais d'ouvertures, de créations de postes. Pour la FNEC-FP-FO, tous les élèves doivent avoir accès aux cours sans discrimination.

Depuis le 5 août 2021, la loi relative à la gestion de la crise sanitaire impose à certains agents de la fonction publique, l'obligation vaccinale ou la détention d'un « pass sanitaire » sous peine de suspension des fonctions, du contrat et donc du traitement. Dans l'Education Nationale, la vaccination obligatoire s'impose aux PsyEN, aux personnels de santé scolaire et aux personnels affectés en établissements sociaux et médico-sociaux d'ici le 15 septembre. Alors que le nombre de postes de PsyEN, de médecins et de personnels infirmiers manquent et que le nombre de places en établissements médico-sociaux est notoirement insuffisant pour prendre en charge les élèves à besoins particuliers... on envisage de suspendre les personnels non vaccinés plutôt que de créer les postes nécessaires et de recruter. Si une solution de réaffectation est évoquée par la loi, elle l'est après trois jours sans traitement ni salaire et sans réelle obligation de résultat. Pour notre fédération c'est une sanction déguisée. Nous vous demandons que ces situations soient anticipées comme le prévoit la circulaire Fonction publique et que des solutions moins brutales soient proposés en amont.

La FNEC FP-FO n'accepte pas le clivage vaccinées/non vaccinées qui dresse les personnels les uns contre les autres. Elle défendra tous les collègues menacés de sanction, mis à pied et subissant une retenue de salaire. Nous avons besoin de tout le monde à l'Education Nationale.

De plus, certains élèves se verront également soumis de fait à l'obligation vaccinale ou au pass sanitaire, que ce soit dans les sections d'hôtellerie-restauration, pour certaines PFMP ou pour ne pas se voir exclus en enseignement à distance lors de cas confirmés. Après deux années de Covid, est-ce la réponse de l'École de la République aux familles et aux besoins des élèves ? Pour la FNEC-FP-FO, ce n'est pas acceptable.

Concernant la campagne de vaccination, qui accompagne les élèves et avec quels moyens ? Encore une fois, cela nécessite un réel cadrage plus que les vagues engagements de la FAQ. Pour certains DASEN, les chefs d'établissement ont toute liberté pour organiser cette vaccination. Pour notre fédération, ces déplacements ne peuvent se faire que sur la base du volontariat et doivent donner lieu à une indemnisation.

Pour ce qui concerne la situation générale de rentrée, les inquiétudes et remontées sont nombreuses, les problèmes induits par les politiques publiques et les réformes successives pèsent sur les conditions de travail et donc sur la santé des personnels. Quelques exemples : classes surchargées par les regroupements, heures supplémentaires rallongeant les emplois du temps, les complexifiant, fonctions de professeur principal et référant imposées, multiplication des réunions jusqu'à bloquer un créneau hebdomadaire en dehors de tout cadre réglementaire, pilotage par l'évaluation qui multiplie les tâches pour au final mettre les personnels et les établissements en concurrence, dédoublement pédagogique pour assurer la continuité pédagogique. Pour ne pas parler de certains managements brutaux à la Louis de Foix ou, hors cadre, à la St Cricq et sa pondération des heures.

Par ailleurs, nous souhaiterions attirer particulièrement votre attention sur les personnels les plus précaires : les contractuels, les AESH et les AED. Les premiers sont pour certains dans une situation d'incertitude inédite, ils n'obtiennent pas de réponses, ils sont rattachés dans des établissements et attendent que leur sort se joue. Notre fédération a pourtant averti sur les l'impact pour ces agents d'une 2^{ème} heure supplémentaire et des différentes formules de professeur alternant visant à réduire les coûts de l'École.

Pour ce qui est des AESH, si grâce à leur mobilisation, la nouvelle grille constitue une avancée, si la position d'écoute et d'échange de vos services est encourageante, pour autant, une AESH à 60% reste largement en dessous du seuil de pauvreté. Les PIAL dégradent toujours plus ses conditions de travail - ne parlons pas des besoins de stabilité des élèves. Et ses perspectives de carrière sont de 50 points d'indice gelé, la poussant à courir les emplois complémentaires. Nous rappelons ici leurs revendications « un vrai statut, un vrai salaire » et invitons toutes et tous les AESH à s'inscrire et participer à la Convention nationale du 15 septembre.

Concernant les AED, nous avons été interpellés par certains sur le manque de personnel (et nous pouvons y ajouter les CPE) malgré une dotation réglementaire, le manque de cadrage et l'extension de leurs missions pendant la crise. Les revendications sont sensiblement les mêmes : des postes pérennes, une évolution statutaire, une augmentation des salaires et la diminution du temps de travail.

Enfin, nous tenons à avertir également de la dégradation des conditions de travail des personnels administratifs du rectorat et des Dsden. Nous avons été alertés sur les difficultés de mener à bien leur missions accrues, de traiter les mails, de répondre aux questions des personnels, d'endosser la responsabilité des procédures de mutations, de carrière, du nouveau bac mention covid à mener de bout en bout, d'affecter les personnels, de prendre des vacances culpabilisantes et nous en passons. Tout ceci explique peut-être une partie de ce que nous disions plus haut.

En conclusion, Madame la Rectrice, ce n'est pas une liste à la Prévert que nous venons d'égrener, ce sont les conditions de travail, les demandes, les inquiétudes, les appels au secours, les revendications qui nous remontent du terrain et des personnels sous votre responsabilité. La réalité du terrain nécessiterait un recrutement massif dans le premier et le second degré, de personnels administratif, de santé, d'AED, d'AESH pour faire face aux urgences. Et elles sont nombreuses. La réalité du terrain se passerait bien en revanche de la stigmatisation du Président de la République qui rend responsable de l'état de l'École les personnels « toujours en grève », « absentéistes », « non motivés ». Cette sortie électoraliste, en plus de remettre en cause le travail que nous avons effectué ici-même cette année sur le respect des personnels, donne encore plus de sens à l'enquête des Échos, journal peut enclin à maquiller les données en vu du Grand soir. C'est une constante, nous disent-ils, les professeurs, mais nous pourrions y inclure l'ensemble des personnels, sont de plus en plus épuisés, parmi les moins payés d'Europe et de plus en plus nombreux à démissionner. Madame la Rectrice, ce n'est pas nous qui le disons mais la publicité, « on peut discuter de tout mais pas des chiffres ».

Dans ces conditions, notre fédération appelle tous les personnels à se mettre en grève le 23 septembre dans l'Éducation Nationale et surtout, à rejoindre le mouvement interprofessionnel du 5 octobre.

Merci pour votre écoute.

Frédéric Abramson
Pedro Sanchez